

**PRESENTATION GENERALE ET SYNTHETIQUE
DU BUDGET PRIMITIF 2021 DU DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
(article L 3313-1 du Code général des collectivités territoriales)**

Le Budget primitif 2021 s'élève à **698,7 M€**, avec **506,3 M€** en section de fonctionnement et **192,4 M€** en section d'investissement.

Le Budget 2021 privilégie la cohésion sociale et territoriale et la relance de l'activité économique, avec **605,7 M€** contre 576,9 M€ en 2020 (écritures réelles et hors refinancement), soit une augmentation de 5 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement du BP 2021 s'élèvent à **453,6 M€** (+ 6,1 % par rapport au BP 2020), et sont majoritairement constituées de dépenses d'intervention en faveur de la cohésion sociale et territoriale :

- Les autres charges de gestion courante (subventions aux partenaires, frais d'hébergement des personnes âgées...) représentent **194,4 M€**, en progression de 7,1 %, incluant notamment le soutien au secteur communal face à la crise sanitaire (exemple : FDAL et Fonds COVID pour un montant total de 2 M€).
- L'allocation personnalisée d'autonomie (**44 M€**) s'accroît de 1,75 % par rapport au BP 2020.
- Les allocations au titre du RSA (9 % des dépenses de fonctionnement) s'élèvent à **39,4 M€** et sont en nette progression (+ 15,18 % par rapport au BP 2020, soit 5,2 M€), du fait des conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire.

Les dépenses réelles d'investissement représentent **183,2 M€** au BP 2021. Elles s'élèvent, après retraitements (refinancement de la dette), à **152,1 M€** (contre 149,3 M€ au BP 2020, soit + 1,8%), et s'inscrivent en faveur de la relance de l'activité économique.

Cet effort exceptionnel d'investissement pour 2021 concerne principalement la politique routière (**55,6 M€**), de l'éducation (**22,6 M€**) et des moyens (**18,3 M€**), mais aussi de l'aménagement du territoire et de l'agriculture / tourisme (**19,8M€**) au titre de la solidarité territoriale.

	DF M€	DI M€	Total
AGRICULTURE	3,9	4,4	8,3
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8,9	15,4	24,3
CULTURE	5,7	9,1	14,8
EDUCATION	10,5	22,6	33,1
ENVIRONNEMENT	2,4	2,8	5,2
MOYENS	21,0	18,3	39,2
POLITIQUE FINANCIERE	33,8	16,7	50,5
POLITIQUE ROUTIERE	8,1	55,6	63,8
RESSOURCES HUMAINES	96,2	0,1	96,3
SECURITE INCENDIE	30,0	1,8	31,8
SOCIAL COHESION	44,3	0,7	44,9
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	58,4	0,0	58,5
SOCIAL PERSONNES AGEES	54,8	0,0	54,8
SOCIAL PERSONNES HANDICAPEES	63,8	0,0	63,8
JEUNESSE	1,8	0,0	1,8
SPORT	3,1	1,0	4,1
TOURISME	7,0	3,6	10,6
TOTAL BUDGET hors refinancement	453,6	152,1	605,7

Les recettes de fonctionnement et d'investissement s'élèvent à 605,7 M€ (écritures réelles et hors refinancement).

Ces recettes intègrent un ajustement à la baisse des DMTO anticipant les impacts de la crise sanitaire et la fraction de TVA en substitution de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

	RF M€	RI M€	Total
Taxe foncière propriétés bâties	96,5	0,0	96,5
CVAE/IFER	39,2	0,0	39,2
Reversement Région transfert compétences	9,9	0,0	9,9
Dotations/compensations	83,3	11,0	94,3
Autres fiscalités indirectes	23,9	0,0	23,9
DMTO	110,0	0,0	110,0
Impôts indirects reversés (TIPP/TSCA)	98,6	0,0	98,6
Emprunts	0,0	77,0	77,0
Autres ressources	30,7	16,3	47,0
Reprise provisions	9,3	0,0	9,3
Total recettes réelles (hors refinancement)	501,4	104,3	605,7

L'appel à l'emprunt plus massif (**77 M€**) est rendu possible par un abaissement de l'encours de la dette amorcé en 2013 et accentué entre 2017 et 2019 par l'absence de recours à l'emprunt et la réalisation de remboursements anticipés de dette (près de 45 M€ entre 2017 et 2019).